

SYNDICAT MIXTE
SCHEMA DE COHERENCE
TERRITORIALE FLANDRE DUNKERQUE

**Extrait du registre aux délibérations du Syndicat Mixte
Séance du mardi 22 juin 2021 à 9h30 heures en visioconférence**

**Présidence : Monsieur Martial BEYAERT
Nombre de délégués en exercice : 15
Date de convocation de séance : le 14 juin 2021**

Présents

Martial BEYAERT

Président

André FIGOUREUX

Vice-Président

Didier BYKOFF, Michel DELFORGE, Franck DHERSIN, Marie LERMYTTE, Pierre MARLE, Valérie ROBERT

Délégués

Absents et excusés

Patrice VERGRIETE

Vice-Président

Christine GILLOOTS, Jean-François MONTAGNE, Bertrand RINGOT, Eric ROMMEL, Alain SIMON, Jean-Pierre VANDAELE

Délégués

Conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, Bertrand RINGOT a donné pouvoir à Franck DHERSIN, Patrice VERGRIETE a donné pouvoir à André FIGOUREUX, Alain SIMON et Eric ROMMEL ont donné pouvoir à Martial BEYAERT, Jean-François MONTAGNE a donné pouvoir à Didier BYKOFF.

DELIBERATION

Approbation des modifications apportées au Schéma de Cohérence Territoriale de la région Flandre Dunkerque approuvé en mars 2020 suite au sursis à exécution de l'Etat

Le Schéma de Cohérence Territoriale Flandre Dunkerque a été approuvé le 13 juillet 2007.

Dans une délibération du 28 octobre 2010, le syndicat mixte a acté la mise en révision du SCoT.

Il a défini et fixé les objectifs et les modalités de concertation à mener pendant la procédure de révision conformément à l'article L.103-2, d'une part pour assurer sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite « Grenelle 2 ») ainsi qu'avec les dispositions de la loi ALUR, et d'autre part pour tenir compte des résultats de l'évaluation des objectifs du SCoT d'ores et déjà engagée depuis 2009.

Ces éléments nouveaux ont conduit le Syndicat Mixte à prescrire la révision du SCoT Flandre Dunkerque.

De très nombreuses réunions de groupes de travail, réunions publiques, réunions de concertation, conférences, bureaux et comités syndicaux ont été nécessaires pour parvenir à un document complet respectant l'architecture prévue par l'article L.141-1 et suivants du code de l'urbanisme et les textes d'application subséquents.

Parallèlement, des réunions avec les personnes associées et consultées et de concertation avec le public ont permis de confronter la position du comité syndical avec celle des autres acteurs de la vie publique.

La procédure menée a permis aux élus membres du Comité Syndical de travailler successivement sur chacun des éléments du schéma et s'est déroulée en respectant les étapes suivantes :

- Un travail de **diagnostic** qui s'est déroulé entre 2014 et 2015
- L'année 2016 a permis de travailler à l'élaboration et la rédaction du **projet d'aménagement et de développement durable (PADD)** conclu par un débat en séance du comité syndical du 29 novembre 2016.

Le socle du PADD est constitué par :

- **Deux ambitions de territoire spécifiques :**

Ambition de territoire spécifique 1/ Vers une nouvelle dynamique démographique de la région Flandre-Dunkerque.

Ambition de territoire spécifique 2/ Garantir et pérenniser le bon fonctionnement hydraulique de la région Flandre-Dunkerque pour assurer son rayonnement : relever les défis liés à l'eau, enjeu central pour l'avenir d'un territoire littoral et de polder.

- **Quatre ambitions de développement** s'inscrivant davantage dans le cadre réglementaire fixé par le code de l'urbanisme.

Ambition de développement 1/ Relever le défi de la mutation et du développement économique de la Région Flandre-Dunkerque : engager la région Flandre-Dunkerque dans un nouveau modèle de développement économique, conjuguant le renforcement et l'adaptation des atouts existants avec la saisie de nouvelles opportunités

Ambition de développement 2/ Relever le défi de la transition énergétique dans un territoire industriel et de polder

Ambition de développement 3/ Vers une Région Flandre-Dunkerque territoire d'accueil et d'épanouissement de ses habitants

Ambition de développement 4/ Vers un développement équilibré et durable de la région Flandre-Dunkerque

- Les années 2017 et 2018 ont été consacrées à la traduction des orientations du PADD au sein du **Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)**. Ce travail, toujours conduit avec les partenaires, les collectivités et les personnes publiques associés, a permis de proposer un **DOO** autour de 3 axes :

Axe 1 : Organiser un territoire attractif

Axe 2 : Adapter le territoire au changement climatique et rétablir les équilibres environnementaux

Axe 3 : Un territoire solidaire

Le Schéma de Cohérence Territoriale Flandre Dunkerque est composé des documents suivants :

- Le rapport de présentation
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)

Au terme de ces années de travail, il a été décidé de soumettre pour arrêt le projet SCoT de la Région Flandre Dunkerque et de permettre le déroulement de la procédure (consultations, enquête publique) qui conduira à son approbation définitive.

- Un premier arrêt de projet le 4 décembre 2018 :

L'avis de l'Etat défavorable, avec des réserves, a nécessité un travail de réécriture et a donc conduit à un nouvel arrêt de projet.

- Un second arrêt de projet le 28 août 2019 tenant compte des remarques des PPA :

De nombreuses observations de forme émises par les PPA ont été prises en compte, ce qui a permis de clarifier et d'explicitier des points de rédaction qui avaient pu paraître confus aux services de l'Etat ou insuffisamment justifiés.

Pour tenir compte d'une remarque de l'Etat de préciser les comptes fonciers à un horizon plus lointain que les 10 ans figurant dans le document initial, les comptes fonciers initialement pris sur 10 ans ont été extrapolés aux 5 années suivantes.

Au-delà des points de clarification évoqués, les orientations du SCoT telles que présentées au comité syndical du 4 décembre 2018 sont confirmées. Il n'y a donc pas besoin de rouvrir la concertation publique. Une nouvelle consultation des PPA a permis de lancer l'enquête publique et de poursuivre la procédure jusqu'à l'approbation définitive du SCoT.

- une enquête publique qui s'est déroulée de décembre 2019 à janvier 2020.
- une approbation du dossier de SCoT modifiée pour tenir compte des remarques formulées par les PPA et de l'avis de la Commission d'enquête, le 10 mars 2020

Dans le cadre de son contrôle de légalité, l'Etat a opposé un sursis à exécution le 17 août 2020, en application de l'article L143-25 du code de l'urbanisme.

Pour tenir compte des remarques formulées par l'Etat, le dossier de SCoT a été retravaillé en partenariat avec l'Etat et le GPMD en particulier.

Il est proposé de prendre en considération les modifications présentées comme suit : cf. Annexe.

Il est également proposé de mettre à disposition du public l'ensemble des composantes du SCoT

- au siège du syndicat mixte - *Hôtel communautaire - Pertuis de la Marine - 59386 DUNKERQUE cedex 1*
- sur le site internet du SCoT Flandre Dunkerque : <http://scotlandredunkerque.fr/>

Délibération

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains

Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et l'habitat

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'environnement

Vu la loi n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne

Vu le décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme

Vu le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

Vu le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.103-2 et suivants, L.141-1 et suivants et L.143-22

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 1998 délimitant le périmètre du SCoT Flandre Dunkerque

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 1998 portant modification des statuts du syndicat mixte du SCoT

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 juin 2002 portant création du syndicat mixte du SCoT Flandre Dunkerque

Vu la délibération du comité syndical du SCOT Flandre Dunkerque en date du 16 mars 2012 prescrivant la révision du SCOT Flandre Dunkerque et définissant les modalités de la concertation

Vu le débat portant sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en réunion du Comité syndical du 29 novembre 2016

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 28 août 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de SCoT Flandre Dunkerque révisé

Vu les avis exprimés par les Personnes et organismes consultés sur le projet de SCoT arrêté

Vu la décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille en date du 5 février 2019 désignant une commission d'enquête

Vu l'arrêté du Président du Syndicat Mixte du 19 novembre 2019 portant mise à l'enquête publique du SCoT Flandre Dunkerque arrêté, enquête qui s'est déroulée du 18 décembre 2019 au 20 janvier 2020

Vu l'avis des collectivités membres du syndicat mixte, de l'Etat et des personnes publiques associées

Vu les remarques du public recueillies sur les registres durant l'enquête publique

Vu le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête transmis au Président du Syndicat Mixte le 18 février 2020

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 10 mars 2020 approuvant le SCoT de la région Flandre-Dunkerque

Considérant le courrier signé par le Préfet de Région faisant application de l'article L143-25 du code de l'urbanisme

Considérant les modifications apportées pour la levée le sursis à exécution ne remettant pas en cause l'économie générale du SCoT approuvé en date du 20 mars 2020

Il est proposé au comité syndical :

- D'approuver les modifications tels qu'exposées dans l'annexe à la présente délibération d'approbation du SCoT

- D'approuver le Schéma de Cohérence Territoriale Flandre Dunkerque tel qu'annexé à la présente délibération, constitué :
 - > D'un rapport de présentation
 - > Du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui spécifie les choix stratégiques et les orientations politiques du territoire
 - > Du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) qui fixe le cadre et les modalités d'applications du SCoT

- D'autoriser le Président à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Dunkerque, au siège du Syndicat Mixte, le 22 juin 2021

Le Président,

Martial BEYAERT

